

RAPPORT
N° 2017/O1/083

ASSEMBLEE DE CORSE

1^{ERE} SESSION ORDINAIRE DE 2017

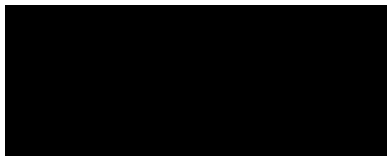
REUNION DES 27 ET 28 AVRIL 2017

**RAPPORT DE MONSIEUR
LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF**

**CREATION D'UNE PLATEFORME TERRITORIALE
DE DEMOCRATIE OUVERTE : DEMUCRAZIA.CORSICA**

COMMISSIONS COMPETENTES : COMMISSION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, DE
L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE
L'ENVIRONNEMENT

COMMISSION DES FINANCES ET DE LA PLANIFICATION



**Création d'une plateforme territoriale de démocratie ouverte :
demuczia.corsica.**

Rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse

Raportu di u Presidente di u Cunsigliu Esecutivu di Corsica

Contexte :

Au cours des dernières années, des efforts ont été faits de la part des élus et des administrations pour intégrer davantage les citoyens et les acteurs privés dans des processus de coconstruction des politiques locales. De nombreuses concertations citoyennes ont vu le jour et illustrent l'objectif démocratique inclusif de ces démarches. Néanmoins, l'étude de ces processus démontre plusieurs failles, notamment le manque de lisibilité de ces débats.

L'information au citoyen doit donc être un axe de travail prioritaire dans le cadre du renforcement d'une démocratie locale plus directe. Pour cela, la CTC serait l'acteur qui répertorie et fédère au sein d'un même *portail* d'information tous les débats existants sur son territoire, quelque soit l'échelon territorial et l'acteur qui l'anime.

Le citoyen pourrait ainsi disposer d'espaces numériques identifiés au sein desquels il pourrait se tenir informé de tous les débats participatifs existants, en les hiérarchisant notamment par centre d'intérêt ou par proximité géographique.

Des démarches de ce type ont d'ores et déjà été initiées par l'Etat, les collectivités locales, la société civile. Comme par exemple <http://change.org>, <http://QuestionnezVosÉlus.org>, <http://www.voxe.org/>, <https://laprimaire.org/>, www.parlement-et-citoyens.fr, www.republique-numerique.fr, <http://fabriquecitoyenne.rennes.fr>, <http://www.civocracy.org>.

Objectifs et enjeux pour la Corse

Le renforcement de la démocratie locale est un objectif affiché du Conseil Exécutif de Corse comme de l'Assemblée de Corse ou du Conseil Economique, Social et Culturel.

Cet engagement à écouter, prendre en compte et associer la société civile à la construction de l'intérêt général s'incarne dans de nouvelles méthodes de travail. De nouvelles pratiques collaboratives voient le jour pour susciter et permettre l'implication citoyenne dans le respect des institutions, d'une éthique et d'une culture du débat public.

Depuis décembre 2015, la Collectivité Territoriale de Corse organise de nombreux débats participatifs autour de différentes problématiques de l'emploi, à l'économie, à

la langue... Elle entend ainsi contribuer à l'émergence d'une démocratie basée sur la transparence, la participation, la collaboration et la coconstruction.

Outiller cette démarche autour de services numériques ne fera que la renforcer et consolider en Corse une approche moderne et renouvelée du débat participatif et citoyen.

Ainsi, la mise en place d'un espace numérique dédié aux débats participatifs contribue à structurer cette démarche et à l'enrichir en associant plus étroitement les citoyens à l'action publique.

Une telle plateforme permet :

- D'amener la société civile à s'investir dans les débats publics,
- De renforcer la proximité élus-citoyens,
- De rendre l'action des organes de la Collectivité Territoriale de Corse, de l'Assemblée de Corse, du Conseil Exécutif et du Conseil Economique, Social et Culturel plus accessible aux citoyens,
- D'éduquer à l'action publique,
- D'ouvrir les travaux de la CTC au plus grand nombre et susciter l'innovation publique,
- D'engager une démarche collective sur les grands chantiers qui attendent la Collectivité de Corse dès 2018,
- D'ancrer la démarche dans une culture de la démocratie ouverte.

Principes d'une plateforme numérique de débat citoyen en Corse (démocratie ouverte)

La création d'une *plateforme numérique de démocratie ouverte* regroupant tous les débats en cours et permettant au citoyen d'obtenir au sein d'un même site toutes les informations relatives aux débats publics en Corse s'inscrit aujourd'hui dans les objectifs du Conseil Exécutif, de l'Assemblée de Corse et du CESC.

Cette plateforme sous la forme d'un site Web, ouverte à la société civile, offrira à chaque Corse (dans l'île ou ailleurs) la possibilité d'accéder aux débats publics et d'y contribuer. Elle permettra aussi de référencer les débats participatifs ouverts en Corse.

Pour cela elle offrira 4 espaces d'expression :

1. Un espace d'information dans une logique de transparence, de sensibilisation ou de communication,
2. Un espace de consultation au sein duquel les Corses sont sollicités pour formuler un point de vue et enrichir une proposition initiale,
3. Un espace de concertation organisé comme une réflexion collective, autour d'un projet, d'une problématique ou d'un objectif soumis aux citoyens,
4. Un espace de co-construction au sein duquel s'organise une démarche collaborative autour d'un processus créatif allant de l'idée au projet.

Principales fonctions de la plateforme de démocratie ouverte de la CTC

La plateforme couvrira les 4 espaces d'expression évoqués ci-dessus (Information, consultation, concertation et coconstruction) autour d'un panel de fonctionnalités diverses :

- A partir d'internet, chacun peut s'y inscrire et contribuer y compris la diaspora,
- Offrir l'accès à l'ensemble des débats publics en Corse et dans un premier temps ceux initiés au sein de Collectivité Territoriale de Corse,
- Consulter l'opinion autour d'une proposition afin d'optimiser les décisions,
- S'ouvrir aux propositions citoyennes, créer des boîtes à idée et favoriser la créativité,
- Questionner l'opinion publique et concerter sur un sujet donné,
- Ouvrir des espaces de coconstruction et d'innovation,
- Interpeller le citoyen,
- Il sera aussi possible d'envisager de mettre en œuvre un budget participatif.

Champs d'action potentiels susceptibles d'être investis par la plate-forme

Cette liste est indicative, elle illustre les directions potentielles que pourrait investir la plate-forme :

- Espace d'information : Espace d'information sur l'ensemble des débats et réflexions lancés par la CTC, y compris celui de la Collectivité de Corse,
- Espace de consultation : espace de consultation de document soumis ou issus de l'Assemblée de Corse ouvert à commentaires.
- Espace de concertation autour de la problématique des déchets, des transports, de la co-officialité, du statut de résident, de la Collectivité de Corse...
- Espace de co-construction autour du SRDE2i, stratégie de l'innovation, stratégie numérique, imaginer la Corse en 2050...

Mise en œuvre de la plateforme de démocratie ouverte de la CTC

Cette plateforme sera identifiée par l'adresse internet : www.demucrazia.corsica. Sa mise en œuvre étant réalisée à partir d'un marché public lancé par la CTC (accord cadre).

Le cahier des charges sera constitué à partir des travaux d'un groupe de travail dédié qu'il convient de constituer piloté par la Direction de l'Aménagement Numérique.

Le budget total de l'opération sera de 80.000€ HT soit 96.000€ TTC pour une durée de 3 ans (1 année optionnelle) selon les fonctionnalités et contenus demandés. Les Crédits de paiement seront consommés selon le rythme suivant :

2017	2018	2019
26 000 €	35 000 €	35 000 €

Un cofinancement au titre du FEDER sera sollicité à hauteur de 50 %.

Le marché sera réalisé sur la base d'une procédure adaptée sous forme d'Accord Cadre. Il prévoit :

- 1) La location pour 4 (3+1) années de la plateforme (hébergement et socle fonctionnel adapté aux besoins de la CTC)
- 2) Une prestation d'accompagnement et de paramétrage pour chaque débat public engagé.

Les délais de mise en œuvre du portail seraient de 2 mois après la notification du marché.

Individualisation des crédits

Le financement serait mobilisé au titre du programme 1512 volet investissement au titre du BP 2017.

Il est demandé d'individualiser les crédits à hauteur de 96 000 € sur le programme 1512I.

Disponible Programme 1512I BP 2017	Montant affecté à la plateforme de démocratie ouverte	Disponible à nouveau 1512I.
350 000 €	96 000 €	254 000 €

Schéma de fonctionnement de la plateforme de démocratie ouverte

La plateforme de démocratie ouverte fonctionnera selon le déroulé suivant :

- Le Conseil Exécutif de Corse se saisit d'un sujet ou il est saisi d'un sujet par l'Assemblée de Corse. Le CESC ayant aussi la possibilité d'utiliser la plateforme.
- Par délibération le Conseil Exécutif décide d'ouvrir le débat public sur la base d'une thématique, d'un intitulé du débat, des objectifs poursuivis, d'une durée de consultation, d'une entité responsable du débat, d'un modérateur désigné par l'entité.
- Le CESC est informé de l'ouverture du débat et il est destinataire des éléments de synthèse éventuels émis par le modérateur après clôture des échanges.

- L'espace de consultation afférent au débat est créé sur la plateforme pour une durée définie par le Conseil Exécutif de Corse.
- Les citoyens sont informés de l'ouverture de l'espace et peuvent se connecter à la plateforme. Ils seront identifiés en sachant que la plateforme n'acceptera pas d'utilisateur anonymisé.
- Les contributions ont lieu, elles sont modérées par le modérateur.
- Ces contributions sont mises à disposition de l'ensemble des instances de la CTC. Elles pourront faire l'objet de restitution sous forme de synthèse si nécessaire une fois la date de fin de consultation dépassée.
- Dans le cas d'un rapport préalable du Conseil Exécutif de Corse mis en débat via la plateforme, le CESC peut émettre un avis sur l'ensemble du dossier - après clôture de la consultation et synthèse des échanges par le Conseil Exécutif.

Conclusion

Au regard du présent rapport et du règlement associé, il est proposé :

- d'autoriser le Président du Conseil Exécutif de Corse à individualiser et engager cette opération d'un montant de 96 000 € sur les Autorisations de Programme du programme 1512 I au titre du BP 2017.
- D'autoriser le Président du Conseil Exécutif de Corse à effectuer les demandes de cofinancement nécessaires,
- D'autoriser le Président du Conseil Exécutif de Corse à lancer et à signer le marché afférent à l'opération.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

ARTICLE 3 :

AUTORISE le Président du Conseil Exécutif de Corse à effectuer les demandes de cofinancement nécessaires.

ARTICLE 4 :

AUTORISE le Président du Conseil Exécutif de Corse à lancer, à signer et à exécuter le marché afférent à l'opération.

ARTICLE 5 :

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Corse.

AIACCIU, le

Le Président de l'Assemblée de Corse

Jean-Guy TALAMONI